

De: Amina Ibnou-Cheikh <ibnoucheikhamina@gmail.com>
Objet: TR : L'initiative nationale pour la mise en œuvre populaire de
l'officialisation de l'amazighe المبادرة الوطنية للتفعيل الشعبي لرسمية الأمازيغية
Date: 16 mai 2015 14:28:16 UTC+2
À: ipacc@iafrica.com
CCi: gitpa.iwgiafrance@wanadoo.fr

Assemblée Mondiale Amazighe–Maroc

L'amazighe, quatre ans après l'officialisation... Une réalité lamentable caractérisée par la marginalisation et l'atermoisement

Quatre ans sont passées après l'officialisation de l'amazighe dans la constitution marocaine, réformée, suite aux contestations de la jeunesse marocaine en 2011. Et la réalité de l'amazighe au Maroc n'a connu aucun changement digne d'être évoqué. Bien plus, tous les chantiers s'y afférant, ont été suspendus, y compris ceux lancés une année avant l'officialisation.

La ségrégation contre l'amazighe continue de manière inédite. Dans ce sens que s'exprimer en amazighe au sein du parlement fut interdit depuis 2012. En plus du recul au niveau de l'enseignement de l'amazighe et l'absence de l'amélioration de la situation de l'amazighe dans les médias et son exclusion totale dans le processus de son intégration dans les secteurs de l'Etat marocain.

Et ce, en dépit de ce qui suit :

- L'officialisation de l'amazighe dans la constitution

marocaine depuis quatre ans ;

- Les Discours du Roi Mohammed VI dans lesquels il a appelé à activer l'officialisation de la langue amazighe ;
- La substitution du vocable « Maghreb arabe » par le vocable « Grand Maghreb » dans le préambule de la constitution ;
- La création de l'Institut Royal de la Culture Amazighe depuis 2001 ;
- La consécration du caractère tifinaghe comme caractère officiel pour écrire l'amazighe depuis 2003 ;
- L'intégration de l'amazighe dans le système éducatif depuis 2003.

Et continue ce qui suit :

- L'ignorance et la non consécration du nouvel an amazighe comme fête nationale et officielle et congé payé, bien que les jours de naissance de Jésus et de l'année de l'hégire furent consacrés comme fêtes officielles ;
- L'ignorance totale de la mise en œuvre du caractère officielle de la langue amazighe via la promulgation de sa loi organique. En effet, suite à la déclaration du Chef du gouvernement quant à la promulgation de cette loi durant le mandat législatif actuel qui dure jusqu'à 2016, ce dernier est revenu dans sa déclaration, de l'année dernière, pour affirmer que la mise en œuvre de l'officialisation de l'amazighe, est entre les mains d'instances Suprêmes et qu'il n'est pas responsable à lui seul. L'on s'interroge sur la nature des « instances Supérieures », du fait qu'au sein des instances de l'Etat n'existe aucune dénommée « instances supérieures ». Ce fait est en contradiction avec les

déclarations ultérieures du chef du gouvernement. Et se référer à des instances indéfinies, constitue un désengagement dangereux quant à la responsabilité du gouvernement et une défaillance relative à ses prérogatives qui lui sont attribuées par la constitution ;

- L'ignorance du Ministère de l'intérieur de la mise en œuvre du caractère officiel de la langue amazighe et du caractère tifinaghe au sein des institutions s'afférant à sa gestion directe et celles soumis à sa tutelle, y compris la simple écriture des noms de rues, d'avenues et des enseignes de circulation ainsi que les plaques d'informations et celles des institutions sécuritaires qu'il dirige – voitures et sièges- en langue amazighe. De même que la re-nomination de diverses villes et lieux, par leurs noms amazighs authentiques et qui ont été arabisés à dessein.

- L'ignorance du Ministère de l'équipement de la mise en œuvre du caractère officiel de la langue amazighe et de son caractère tifinaghe dans tout ce qui relève de sa tutelle (gares routières, moyens de transport, auto-routes...) ;

- L'ignorance du Ministère de la communication du viol de la constitution et des cahiers des charges relatifs au pourcentage de diffusion en amazighe dans les médias audiovisuels, en plus de la continuité d'un nombre de chaînes et de radios ainsi que les sites officiels, à propager un discours d'avant l'officialisation de l'amazighe, fondé sur les slogans du nationalisme arabe, à titre d'exemple : l'usage du vocable « patrie arabe » ou « nation arabe ou « Maghreb arabe » ;

- L'indifférence du Ministère de l'enseignement qui tâtonne et recule au niveau de l'enseignement de l'amazighe, en plus du plan élaboré par le même ministère,

qui s'étale jusqu'à 2030 et qui se base sur l'arabe sans citer l'amazighe, bien que l'intégration de ce dernier dans l'enseignement remonte à 2003. A cela s'ajoute le rapport du Conseil supérieur de l'éducation relatif à la réforme de l'enseignement qui ignore totalement la place de l'amazighe dans l'enseignement sous prétexte de la non promulgation de loi organique s'y afférant ;

- L'ignorance du Ministère des affaires étrangères de l'officialisation de l'amazighe dans le domaine de ses politiques éducatives, médiatiques et autres qui ciblent la communauté marocaine à l'étranger. Bien que cette communauté amazighe, dans sa majorité, ne parle pas arabe mais parle la langue amazighe au côté des langues de pays du monde où elle vit ;

- La continuation du Ministère de la culture de sa politique d'avant l'officialisation de l'amazighe qui se base sur le soutien aux travaux et productions écrits en langue arabe, sans fournir aucun effort pour consacrer le nouveau Maroc qui a adopté deux langues officielles pour le pays ;

- La continuation du Commissariat ministériel des droits de l'homme et le Conseil national des droits de l'homme à ignorer le génocide culturel et linguistique dont les Amazighes sont l'objet durant six décennies ainsi que la réalité de la nouvelle constitution qui a officialisé la langue amazighe ;

- La continuation de l'ignorance des manifestations des Amazighes au Maroc pour revendiquer leurs droits et, particulièrement à Imider où les Amazighes tiennent un sit-in pour la troisième année, le plus long dans l'histoire du Maroc, en plus de l'incarcération des détenus du mouvement culturel amazighe à la prison de Toulal de

Meknès ;

- Absence complète de l'amazighité dans les actions et initiatives du ministère des Habous et des Affaires Islamiques comme les programmes de l'alphabétisation des adultes, avec la continuation de l'exploitation des mosquées où des discours continuent à se faire contre les amazighes.
- La même chose pour le ministère du Développement Social de la Famille et de la Solidarité qui ignore totalement la langue et l'identité amazighes, et ne se préoccupe guère d'intégrer l'enseignement de celle-ci dans l'éducation informelle.
- La continuation des interventions violentes des forces de sécurité et la répression des contestations des amazighes dans différents régions du Maroc : arrestation et humiliation de dizaines de manifestants Amazighes.

En conclusion, nous affirmons ce qui suit :

- **Nous considérons le report de la consécration des droits amazighes comme aventure dangereuse qui hypothèque l'avenir du Maroc et des générations futures, du moment que nous constatons l'indifférence de l'Etat à l'égard de la dynamique amazighe qu'il minimise, au moment où les Amazighes s'attendent à une politique de discrimination positive à l'égard de leur langue et culture comme compensation à plus d'un demi siècle de racisme et de marginalisation. Ils sont choqués par la non mise en œuvre d'acquis fragiles obtenus après des luttes et des sacrifices durs durant des décennies ;**
- **Nous affirmons que nous nous adressons, dans le cadre de l'initiative de la mise en œuvre populaire de**

l'officialisation de l'amazighe, au peuple marocain dans ses différentes composantes et à ses institutions civiles, syndicales et politiques, suite à l'échec des institutions officielles traditionnelles, gouvernement et parlement, qui n'ont pas assumé leur devoir constitutionnel et juridique, vis-à-vis de millions de citoyens amazighes.

L'initiative nationale pour la mise en œuvre populaire de l'officialisation de l'amazighe

A- Contexte de l'initiative

Sûrs des capacités culturelles, linguistiques, économiques, sociales et politiques du peuple amazigh; évoquant les expériences des peuples du monde qui ont réussi à imposer leurs droits sans violence et en s'appuyant sur la personnalité collective, loin de l'attentisme et du refus d'assumer la responsabilité ;

En raison du rôle de la mise en œuvre de l'officialisation de l'amazighe pour asseoir la démocratie et initier le changement escompté de manière progressive, et accompagnant les aspirations du peuple marocain pour un Etat respectueux des pactes internationaux des droits de l'homme et des peuples et fondé essentiellement sur les principes démocratiques ;

Constatant la position négative de l'Etat marocain et ses différentes institutions qui ne respectent pas leurs promesses et engagements vis-à-vis des Amazighes et de l'amazighité; En effet, le simple fait d'écrire en amazighe reste limité, après un demi siècle de marginalisation totale, de racisme et de ségrégation contre leurs éléments constitutifs ;

Et après environ quatorze années de la création de l'Institut Royal de la Culture

Amazighe, et environ quatre ans après l'officialisation de l'amazighe dans la constitution et qui reste sans effet ;

Et eu égard aux différentes politiques étatiques qui consacre une réalité lamentable qui minimise les droits linguistiques et culturels amazighes, par la non intégration de l'amazighe dans les différents secteurs de l'Etat, tout en conservant uniquement l'officialisation de l'amazighe dans le texte constitutionnel et marginalisation tout ce qui est amazighe ;

En plus de ces considérations, nous constatons le recul des acquis amazighes : au niveau de l'enseignement de l'amazighe, l'Etat n'a pas respecté les conventions qu'il a signé dans ce domaine, et concernant les médias, la chaîne amazighe, depuis sa création, n'a connu aucune évolution, et le reste des chaînes ignore le pourcentage défini dans les cahiers des charges pour l'amazighe (La Une ; 2M, Medi1sat ...) ;

Et convaincus que l'Etat et ses différentes institutions ont failli à leur devoir vis-à-vis du peuple amazighe, nous avons décidé de faire recours à la volonté populaire par le biais de l'initiative nationale qui a pour dessein la mise en œuvre populaire des droits linguistiques et le lancement d'une dynamique amazighe visant à consacrer les droits amazighes de manière pacifique.

B- Parmi les objectifs de travail collectif à réaliser :

- La participation effective à la consécration de tous les droits culturels et linguistiques amazighe par la société pour faire endosser la responsabilité à l'Etat qui fait des déclarations sans les assumer ;
- La pression populaire pour la consécration de tous les droits économiques, sociaux et politiques des Amazighes par l'application réelle et totale des pactes internationaux des droits de l'homme et des peuples ;
- La création de mécanismes personnels pour mettre fin à toutes les formes de ségrégation et de discrimination à base de la race et la consécration de l'égalité totale entre les citoyens devant l'Etat ;
- L'action pour mettre en relief la vraie identité du peuple marocain comme peuple amazighe qui a subi, durant des décennies l'arabisation et la francisation et leurs conséquences linguicide et culturelle, en plus de l'action pour actualiser la constitution marocaine pour qu'elle soit cohérente avec la réalité dans l'avenir ;
- La sensibilisation quant à la conscience nationaliste amazighe pour renforcer la fierté de la personnalité amazighe et sensibiliser les citoyens de leur rôle fondamentale dans la protection de leurs droits linguistiques et culturels qui équivalent à la protection de leur existence ;

Les participants à l'initiative

- Les citoyennes et les citoyens ;
- Associations, tribus et cadres de la société civile, syndicale, politique et juridique ;
- Imazighen partout dans le monde, individuellement ou dans des cadres.

C- Les mécanismes de travail et manière d'exécution de l'initiative

Première étape :

- la participation à l'organisation de rencontres qui sont couronnées par la signature de déclaration incluant la démarche de mise en œuvre populaire des droits amazighes par les cadres de la société civile, les tribus, les femmes et les enfants ainsi que les cadres de la société politique (des projets de communiqué seront élaborés, individuellement, et comportant les articles relatifs aux engagements et leurs référentiel juridique et légal) ;
- L'organisation de rencontres et de grandes conférences régionales périodiques par les cadres associatifs civils, ouvertes aux citoyennes et citoyens et ayant pour objectif le lancement d'une dynamique qui couvre toutes les villes et campagnes dont les cadres de la société civile seront le moteur principal, et qui se base sur la participation effective des citoyens, et ce par le biais de campagnes de terrain, en plus de la multiplication des rencontres, des conférences et des festivals de sensibilisation, dans le cadre de la mise en œuvre populaire des droits amazighes ;
- La mise en place des conditions objectives pour l'organisation du congrès national amazighe.

Deuxième étape : mener une campagne de sensibilisation qui comporte ce qui suit :

- Elaboration et diffusion d'avis, de communiqués et d'appels qui confirment le rôle du citoyen quant à la mise en œuvre des droits linguistique et culturel sans attendre l'Etat et ses différentes institutions, accompagnés d'explications quant à la capacité du citoyen à imposer l'amazighe dans l'espace public, par des actions simples fondées sur la force de la loi ;
- Elaboration et collecte de pétitions revendicatives ;

Notre objectif est de faire participer le citoyen et les cadres de la société civile et politique ainsi que les individus et les tribus fiers de leur identité, pour la mise en œuvre de l'amazighité en tant que langue et culture, sans l'appui de l'Etat qui refuse d'assumer ses rôles.

التجمع العالمي الأمازيغي المغرب

الأمازيغية بعد أربع سنوات من الترسيم.. واقع مزري سمته التمييز والتماطل

مرت حوالي أربع سنوات عن ترسيم الأمازيغية في الدستور المغربي الذي تم تعديله بعد احتجاجات الشباب المغربي سنة 2011، ولا زال واقع الأمازيغية بالمغرب لم يشهد أي تغيير يستحق الذكر، بل تم تجميد كل الأوراش المتعلقة بها حتى تلك التي تم إعطاء إنطلاقها قبل سنة الترسيم.

وتواصل التمييز ضد الأمازيغية بشكل غير مسبوق، إذ تم مثلاً منع مجرد الحديث بالأمازيغية في البرلمان منذ سنة 2012، بالإضافة للتراجع عن تدريس الأمازيغية، وعدم تطوير وضعية الأمازيغية في الإعلام، وإقصاؤها الكلي من الإدماج في بقية دواليب الدولة المغربية.

وعلى الرغم من ما يلي:

- التنصيب على الأمازيغية كلغة رسمية في دستور المغرب منذ حوالي أربع سنوات.

- خطاب الملك محمد السادس التي دعا فيها إلى الإسراع بتفعيل

ترسيم اللغة الأمازيغية.

- تعويض مصطلح المغرب "العربي" بالمغرب الكبير في ديباجة الدستور المغربي.

- إنشاء المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية منذ سنة 2001.

- إقرار حرف تيفيناغ كحرف رسمي لكتابة الأمازيغية منذ سنة 2003.

- إدماج الأمازيغية في المنظومة التربوية منذ سنة 2003.

فلا زال يتم ما يلي:

- تجاهل وعدم إقرار رأس السنة الأمازيغية عيداً وطنياً رسمياً بعطلة مدفوعة الأجر، على الرغم من إقرار يوم ميلاد المسيح والسنة الهجرية أعياداً رسمية.

- التجاهل التام لتفعيل الطابع الرسمي للغة الأمازيغية بإقرار قانونها التنظيمي، إذ بعد أن صرح رئيس الحكومة أن القانون موضوع الحديث سيخرج إلى حيز الوجود في الولاية التشريعية الحالية الممتدة إلى سنة 2016، إلا أنه عاد للتصريح نهاية السنة الماضية بكون تفعيل الأمازيغية بيد جهات عليا وليس مسؤولاً عنه لوحده، ونتساءل عن المقصود بالجهات العليا لأن أسماء مؤسسات الدولة كلها لا توجد ضمنها واحدة تسمى بـ "مؤسسة الجهات العليا"، وبالتالي فذلك يشكل تناقضاً مع ما سبق ما وعد به رئيس الحكومة، وبالتالي فالتذرع بجهات غير محددة، يعتبر تملصاً خطيراً من مسؤولية الحكومة وتهاولاً في القيام بواجبها وفق الصلاحيات المخولة لها دستورياً.

- تجاهل وزارة الداخلية لتفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية وحرفها تيفيناغ في المؤسسات الخاضعة لإشرافها المباشر وتلك التي تقع تحت وصايتها، حتى فيما يتعلق بمجرد كتابة أسماء الأزقة والشوارع والإشارات المرورية ولوحات الإرشادات والمؤسسات الأمنية التي تشرف عليها بسياراتها ومقراتها، باللغة الأمازيغية، وكذا إعادة تسمية المدن والأماكن المختلفة بأسمائها الأمازيغية الأصلية التي وقع تعريبها

عمدا.

- تجاهل وزارة النقل لتفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية وحرفها تيفيناغ في كل ما يدخل تحت وصايتها (المحطات الطرقية، وسائل نقل، الطرق سيارة...).

- تجاهل وزارة الاتصال لخرق الدستور ودفاتر التحملات فيما يتعلق بنسب البث بالأمازيغية في الإعلام السمعي البصري، بالإضافة لاستمرار عدد من القنوات والإذاعات والمواقع الرسمية في ترويج خطاب ما قبل ترسيم الأمازيغية المرتكز على شعارات القومية العربية، كمواصلة استعمال مصطلحات "الوطن العربي" و"الأمة العربية" و"المغرب العربي".

- غرض الطرف من قبل وزارة التعليم وتكريس الارتجالية والتراجع فيما يتعلق بتدريس الأمازيغية، إلى جانب إعداد نفس الوزارة لمخطط يمتد إلى سنة 2030 يركز على العربية ولا يأتي على أي ذكر للأمازيغية إطلاقا بالرغم من كون إدماج الأمازيغية في التعليم قد انطلق منذ سنة 2003، بالإضافة لإعداد المجلس الأعلى لتقرير حول إصلاح التعليم تجاهل فيه كليا أي تفصيل في وضعية الأمازيغية في التعليم بدعوى عدم وجود القانون التنظيمي الخاص بها.

- تجاهل وزارة الخارجية لترسيم الأمازيغية فيما يتعلق بكل سياستها التعليمية والإعلامية وغيرها التي تستهدف الجالية المغربية بالخارج، على الرغم من كون تلك الجالية أمازيغية في عمومها، وغالبية أبنائها لا يتحدثون العربية بل اللغة الأمازيغية ولغات بلدان العالم التي يستقرون بها.

- مواصلة وزارة الثقافة لسياستها قبل ترسيم اللغة الأمازيغية التي تركز فقط على دعم الأعمال والإنتاجات المكتوبة باللغة العربية، دون أن تبذل جهدا من أجل تكريس المغرب الجديد الذي يقر لغتين رسميتين للبلاد.

- استمرار المندوبية الوزارية لحقوق الإنسان والمجلس الوطني لحقوق الإنسان في تجاهل الإبادة الثقافية واللغوية التي تعرض ويتعرض لها الأمازيغ لحوالي ستة عقود، وتجاهل الواقع الدستوري

الجديد الذي نص على ترسيم اللغة الأمازيغية.

- تغييب وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية بشكل كامل للأمازيغية في مختلف أنشطتها وضمنها محو الأمية، هذا بالإضافة إلى مواصلة استغلال المساجد لتكريس خطابات معادية للأمازيغية والأمازيغ مغلفة بالدين الإسلامي.

- وزارة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية بدورها لم تخرج عن نهج سياسة التمييز ضد الأمازيغية لغة وثقافة، ولم يسجل لها أن استلهمت الأمازيغية ثقافة أو لغة في أي من برامجها أو أنشطتها وضمنها محو الأمية.

- استمرار تجاهل احتجاجات الأمازيغ، بالمغرب عامة من أجل حقوقهم، وبايمضر خاصة التي يعتصم بها الأمازيغ للسنة الثالثة على التوالي في أطول اعتصام بتاريخ المغرب، إلى جانب استمرار سجن معتقلي الحركة الثقافية الأمازيغية بسجن تولال في مكناس.

- استمرار التدخلات العنيفة لقوات الأمن وقمع احتجاجات الأمازيغ بمختلف مناطق المغرب، واعتقال وإهانة العشرات من المحتجين الأمازيغ.

في الختام نؤكد على ما يلي:

- نعتبر إرجاء وتأجيل إقرار الحقوق الأمازيغية يعتبر مغامرة خطيرة بمستقبل المغرب وأجياله القادمة، ما دمنا نسجل لامبالاة الدولة بالحراك الأمازيغي وتهوينها له إلى درجة أنه في الوقت الذي انتظر فيه الأمازيغ سياسة تمييز إيجابية للغتهم وثقافتهم تعويضاً عن أزيد من نصف قرن من العنصرية والتهميش، صدموا بعدم تفعيل مكتسبات هشة حصلوا عليها بعد نضال وتضحيات مريرة طوال عقود.

- نؤكد على أننا نتوجه في إطار مبادرة التفعيل الشعبي لرسمية الأمازيغية إلى الشعب المغربي بمختلف مكوناته ومؤسساته المدنية والنقابية والسياسية، بعد تقاعس المؤسسات الرسمية التقليدية من حكومة وبرلمان في القيام بواجبها الدستوري والحقوقى اتجاه عشرات

الملايين من المواطنين الأمازيغ.

المبادرة الوطنية من أجل تفعيل الشعبي لرسمية الأمازيغية

أ - سياق المبادرة

إيماننا بقدرات الشعب الأمازيغي الثقافية واللغوية والإقتصادية والإجتماعية والسياسية، واستحضارا لتجارب شعوب العالم التي تمكنت من إقرار حقوقها بنهج اللاعنف والإعتماد على الذات الجماعية بعيدا عن الإتكالية والإنتظارية.

ونظرا لدور تفعيل رسمية الأمازيغية في إرساء الديمقراطية وإحداث التغيير المطلوب وإن بشكل تدريجي، تماشيا و تطلعات الشعب المغربي في دولة تحترم المواثيق الدولية لحقوق الإنسان والشعوب وتتبنى بشكل جوهري مبادئ الديمقراطية.

و وقوفا على الموقف السلبي للدولة المغربية بمختلف مؤسساتها في عدم احترامها لتعهداتها والتزاماتها اتجاه الأمازيغ، إذ لا زال مجرد الكتابة بالأمازيغية محدودا جدا بعد نصف قرن من الإبعاد والتهميش الكلي والعنصرية والتمييز ضد كل مقوماتهم.

وبعد حوالي أربعة عشرة سنة من إحداث المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية، وما يقارب أربع سنوات من التنصيب على الأمازيغية في

الوثيقة الدستورية للبلاد بدون جدوى .

و رصدًا لسياسات مختلف مؤسسات الدولة التي تكرر الواقع المزري والنكوصي للحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية من عدم إدماج للأمازيغية في مختلف دواليب الدولة مرورًا بالحفاظ على ترسيم الأمازيغية في الوثيقة الدستورية فقط ترسيم الأمازيغية وانتهاء بتحقيق كل ما هو أمازيغي ..

إضافة إلى هذه الإعتبارات نسجل تراجعًا عن مكتسبات بسيطة للأمازيغية، ففي ما يتعلق بتعليم الأمازيغية لم تلتزم الدولة بمختلف الإتفاقيات التي وقعتها في هذا المجال، أما فيما يخص الإعلام فالقناة الأمازيغية منذ إحداثها لم تشهد أي تطور يذكر، كما أن بقية القنوات تتجاهل النسبة المحددة في دفا تر حملاتها للأمازيغية (الأولى، الثانية 2M، ميدي 1...).

واقترعنا منا أن الدولة بمختلف مؤسساتها لم تقم بواجبها اتجاه الشعب الأمازيغي، فإننا قررنا اللجوء للإرادة الشعبية عبر هذه المبادرة الوطنية التي تروم تفعيلًا شعبيًا للحقوق الأمازيغية وإطلاقًا لدينامية أمازيغية تهدف إلى بلورة الحقوق الأمازيغية سلميًا.

ب - من الأهداف الممكن العمل جماعيا من أجل تحقيقها:

- المساهمة الفاعلة في إقرار كامل للحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية وتفعيلها من لدن المجتمع لتحميل المسؤولين للدولة كما تصرح به دون القيام به.

- الضغط الشعبي من أجل إقرار كامل للحقوق الإقتصادية والإجتماعية والسياسية للأمازيغ بتطبيق حقيقي وكامل للمواثيق الدولية لحقوق الإنسان والشعوب.

- خلق آليات ذاتية وضع حد لكافة أشكال العنصرية والتمييز بسبب العرق وإقرار المساواة الكاملة بين المواطنين أمام

الدولة.

- العمل على إبراز الهوية الحقيقية للشعب المغربي كشعب أمازيغي تعرض عبر عقود للتعريب و الفرنسية مما سينتج منه من عواقب الإبادة اللغوية والثقافية مع العمل على إعادة تحيين الدستور المغربي بما ينسجم مع هذه الحقيقة مستقبلا.
- التحسيس بأهمية تنمية الوعي القومي الأمازيغي تكريسا للإعتزاز بالذات الأمازيغية مع توعية المواطنين بدورهم الجوهري في حماية مقوماتهم اللغوية والثقافية التي تماثل حماية وجودهم.

المشاركون في المبادرة

- المواطنات والمواطنين.
- جمعيات وإطارات المجتمع المدني، النقابي، السياسي، الحقوقي.
- إيمازيغن بكافة دول العالم أفرادا وإطارات.

ج - آليات العمل وكيفية التنفيذ للمبادرة

- المرحلة الأولى : المشاركة في تنظيم ملتقيات تتوج بتوقيع إعلانات تتضمن كيفية تفعيل الشعبي للحقوق الأمازيغية من قبل إطارات المجتمع المدني والقبائل والنساء والشباب وكذا إطارات المجتمع السياسي (ستتم صياغة مشاريع إعلانات كل واحد على حدى يتضمن بنود الإلتزامات ومصوغاتها القانونية والحقوقية).
- تنظيم ملتقيات وندوات جهوية دورية كبرى لجمعيات المجتمع المدني مفتوحة للمواطنات والمواطنين تتوخى إطلاق دينامية تمتد لكل المدن والقرى تكون جمعيات المجتمع المدني

محركها الأساسي، وتعتمد على إشراك حقيقي للمواطنين من خلال القيام بحملات ميدانية وتكثيف الملتقيات والندوات والمهرجانات التوعوية تحت إطار التفعيل الشعبي للحقوق الأمازيغية.

- توفير الشروط الموضوعية لتنظيم المؤتمر الوطني الأمازيغي.

- تنظيم ملتقيات فنية.

المرحلة الثانية : القيام بحملة ميدانية تتضمن ما يلي:

- صياغة وتوزيع بيانات وبلاغات ونداءا تؤكد دور المواطن في تفعيل حقوقه اللغوية والثقافية دون انتظار الدولة بمختلف مؤسساتها، مع ما يعنيه ذلك من توضيح لقدرته على فرض الأمازيغية في الفضاء العام بخطوات بسيطة وبقوة القانون نفسه.

- صياغة و جمع عرائض مطلوبة .

إن هدفنا هو إشراك المواطنين وإطارات المجتمع المدني والسياسي وأفراد القبائل المعترفون بهويتهم في تفعيل الأمازيغية لغة وثقافة بمعزل عن الدولة التي ترفض أن تنهض بأدوارها.

De : **Lemonde Amazigh** <lemondeamazigh@gmail.com>

Date : 12 mai 2015 11:54

Objet : Conférence de presse sur : « l'initiative nationale de la mise en œuvre populaire de la constitutionnalisation de la langue amazighe » المبادرة الوطنية للتفعيل

الشعبي لرسمية الأمازيغية

À : map@map.co.ma

Communiqué de Presse بلاغ صحفي

Chères amies, chers amis,
Mesdames et Messieurs les Directeurs des Chaînes de Télévisions,
Mesdames et Messieurs les Directeurs des journaux,
Mesdames et Messieurs les journalistes de la presse écrite et électronique,

Objet : Conférence de presse sur : **« l'initiative nationale de la mise en œuvre populaire de la constitutionalisation de la langue amazighe »**

Le journal "**Le Monde Amazigh**" organise une conférence de presse sur la question de: « l'initiative nationale de la mise en œuvre populaire de la constitutionalisation de la langue amazighe», avec la participation des responsables de l'**Assemblée Mondiale Amazighe et de l'Association AFRIKA de Développement et des Droits Humains**, qui vont entreprendre une tournée nationale sur le terrain en faveur de la campagne de sensibilisation des cadres et citoyens Amazighs à la dite initiative.

La conférence aura lieu à **Rabat**,

*** Le jeudi 14 mai 2015/2965**

- à **17H00**
- au siège du journal (**5 rue Dakar, Appt. 7 quartier Océan**)

Veuillez agréer nos salutations les meilleures

بلاغ صحفي

في إطار المبادرة الوطنية للتفعيل الشعبي لرسمية الأمازيغية، تنظم
جريدة "العالم الامازيغي" بتعاون مع التجمع العالمي الامازيغي

وجمعية أفريقيا للتنمية وحقوق الإنسان ، ندوة صحافية وذلك يوم
الخميس 14 مايو بمقر جريدة "العالم الامازيغي"، الكائن ب 5
زنقة دكار المحيط الرباط وذلك على الساعة الخامسة مساء.

لذا نطلب منكم ايضاد صحافي من منبركم المحترم لتغطية
هذه الندوة.